LEGISLATION
13 JUIL. 1953
2
Bureau coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le 27 juin 1953, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938 prévu par la loi du 10 juin 1937, étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés", a donné le 29 juin 1953 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 27e Juni 1953 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het organiek koninklijk besluit van 22 December 1938 voorzien bij de wet van 10 Juni 1937 tot uitbreiding van de kinderbijslag tot de werkgevers en de niet-loonarbeiders", heeft de 29e Juni 1953 het volgend advies gegeven:

L'article 24 du projet, qui modifie l'article 264 de l'arrêté royal du 22 décembre 1938, porte la compétence du juge de paix statuant en dernier ressort sur les litiges entre les caisses mutuelles et leurs affiliés, de 1.000 francs à 2.000 francs.

Cette disposition est contraire à l'article 8, alinéa 3, de la loi du 10 juin 1937, d'après lequel "le juge de paix sera compétent, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 1.000 francs et, en premier ressort, à quelque valeur que la demande puisse s'élever".

Cependant, aux termes de l'article 2 de la loi du 25 mars 1876 contenant le titre 1er du livre préliminaire du Code de procédure civile, tel qu'il a été modifié par la loi du 20 mars 1948, "les juges de paix connaissent de toutes les actions civiles, en premier ressort, jusqu'à la valeur de 10.000 francs, et, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 2.000 francs, nonobstant les lois spéciales fixant une somme moindre".

Le Conseil d'Etat est d'avis que la loi du 20 mars 1948 a modifié implicitement celle du 10 juin 1937. Aussi serait-il utile de citer cette loi dans le préambule.

\+

\+ \+

Le Conseil d'Etat propose la rédaction suivante pour le début du projet :

.../...

ARRETE ROYAL MODIFIANT L'ARRETE ROYAL ORGANIQUE DU 22 DECEMBRE 1938 PREVU PAR LA LOI DU 10 JUIN 1937 QUI ETEND LES ALLOCATIONS FAMILIALES AUX EMPLOYEURS ET AUX TRAVAILLEURS NON SALARIES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 10 juin 1937 étendant les allocations familiales aux employeurs et aux non-salariés, modifié par l'arrêté-loi du 6 septembre 1946, notamment l'article 9;

Vu la loi du 20 mars 1948 portant modification de certains taux en matière civile et commerciale, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938, prévu par la loi du 10 juin 1937 qui étend les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non-salariés, modifié par l'arrêté royal du 2 septembre 1939, les arrêtés du Régent des 16 février et 7 septembre 1946 et 30 mars 1948, les arrêtés royaux des 3 octobre 1950, 9 janvier 1951, 3 avril 1952, l'arrêté ministériel du 24 septembre 1952 et l'arrêté royal du 5 juin 1953;

Considérant ... ;

+

+ +

Les phrases liminaires des articles devraient être rédigées comme suit :

Article 1er.-

L'article 92, alinéa 1er, de l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938, modifié par les arrêtés royaux des 9 janvier 1951 et 3 avril 1952, est remplacé par la disposition suivante : ...

Article 2.-

L'article 93, alinéa 1er, du même arrêté royal, modifié par les arrêtés royaux des 9 janvier 1951 et 3 avril 1952, est remplacé par la disposition suivante : ...

Article 3.-

L'article 95 bis du même arrêté royal, y inséré par l'arrêté du Régent du 3 octobre 1950, est remplacé par la disposition suivante : ...

Article 4.-

L'article 95 ter, alinéa 1er, du même arrêté royal, y inséré par l'arrêté du Régent du 3 octobre 1950, est remplacé par la disposition suivante : ...

Article 5.-

L'article 133 du même arrêté royal, modifié par l'arrêté du Régent du 7 septembre 1946, est remplacé par la disposition suivante : ...

.../...

Article 6.-

L'article 139, alinéa 2, du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 9 janvier 1951, est remplacé par la disposition suivante : ...

Article 7.-

L'article 141 du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 9 janvier 1951, est remplacé par la disposition suivante : ...

...

Article 8.-

L'article 160, dernier alinéa, du même arrêté royal, modifié par l'arrêté du Régent du 7 septembre 1946, est remplacé par la disposition suivante : ...

...

Article 10.-

L'article 152 quater du même arrêté royal, modifié par l'arrêté du Régent du 7 septembre 1946, est remplacé par la disposition suivante : ...

Article 11.-

L'article 153 du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 9 janvier 1951, est remplacé par la disposition suivante : ...

Article 12.-

L'article 153 bis, alinéa 1er, du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 9 janvier 1951, est remplacé par la disposition suivante : ...

Article 13.-

L'article 154, alinéa 2, du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 9 janvier 1951, est remplacé par la disposition suivante : ...

...

Article 15.-

L'article 161, alinéa 1er, du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 9 janvier 1951, est remplacé par la disposition suivante : ...

Article 16.-

L'article 164 du même arrêté royal, modifié par l'arrêté du Régent du 7 septembre 1946, est remplacé par la disposition suivante : ...

Article 17.-

L'article 165, alinéa 1er, du même arrêté royal, modifié par l'arrêté du Régent du 7 septembre 1946, est remplacé par la disposition suivante : ...

Article 18.-

A l'article 172, alinéa 1er, du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 2 septembre 1939 et par l'arrêté du Régent du 7 septembre 1946,...

Article 19.-

A l'article 175, alinéa 1er, du même arrêté royal, modifié par l'arrêté du Régent du 7 septembre 1946, ...

Article 20.-

L'article 180, dernier alinéa, du même arrêté royal, modifié par l'arrêté du Régent du 7 septembre 1946, est remplacé par la disposition suivante : ...

Article 21.-

L'article 185 du même arrêté royal, modifié par l'arrêté du Régent du 7 septembre 1946, est remplacé par la disposition suivante : ...

Article 22.-

L'article 187 du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 9 janvier 1951, est remplacé par la disposition suivante : ...

Article 23.-

L'article 188 du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 2 septembre 1939 et par l'arrêté du Régent du 7 septembre 1946, est remplacé par la disposition suivante : ...

+

\+ +

Le Conseil d'Etat fait observer qu'à l'article 10 les "desservants" sont mentionnés dans la catégorie des ecclésiastiques payant 750 francs, ainsi que dans celle des ecclésiastiques payant 380 francs. Il y aurait lieu de supprimer une des deux mentions.

+

L'article 23 du projet modifie, outre les taux, la rédaction de l'article 188 actuel.

Le Conseil d'Etat propose de le rédiger comme suit :

"Article 188.-

§ 1er. Chaque caisse ou section mutuelle a l'obligation de se constituer un fonds de prévision, alimenté au moyen de versements semestriels supplémentaires :

1° Pour les assujettis astreints ... (texte de l'alinéa 2 du projet) ...

2° Pour les membres du clergé catholique qui, en principe, versent une cotisation semestrielle principale :

de 1.000 francs, ce versement est de 45 francs;
de 750 francs, ce versement est de 30 francs;
de 380 francs, ce versement est de 15 francs.

3° Pour les membres de communautés religieuses visés à l'article 164, c, ce versement est fixé à 15 francs.

4° Pour les assujettis appartenant à la première, à la deuxième, à la troisième ou à la quatrième catégorie de cotisants visées à l'article 161, le montant de ces versements s'élève respectivement à 30, 22, 15 et 10 francs.

§ 2. Ne donnent lieu à aucun versement de l'espèce :

... (la suite comme au projet du Gouvernement) ...".

\+

\+ \+

Pour des raisons de concordance générale, les articles 25 et 26 doivent être intervertis.

Artikel 24 van het ontwerp, dat artikel 264 van het koninklijk besluit van 22 December 1938 wijzigt, brengt de bevoegdheid van de vrederechter, die in laatste instantie over de geschillen tussen de onderlinge kassen en hun aangeslotenen uitspraak doet, van 1000 op 2000 frank.

Die bepaling is in strijd met artikel 8, derde lid, van de wet van 10 Juni 1937, volgens hetwelk "de vrederechter in laatste instantie zal bevoegd zijn tot de waarde van 1000 frank, en in eerste instantie tot onverschillig welke waarde door de eis beoogd ".

Echter bepaalt artikel 2 der wet van 25 Maart 1876 houdende titel I van het voorafgaand boek van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering, zoals dat is gewijzigd bij de wet van 20 Maart 1948 : "de vrederechters nemen in eerste instantie kennis van alle burgerlijke eisen tot de waarde van 10.000 frank, en in laatste instantie, tot de waarde van 2000 frank, ondanks de bijzondere wetten die een lager bedrag vaststellen ".

De Raad van State is van advies dat de wet van 20 Maart 1948 impliciet die van 10 Juni 1937 heeft gewijzigd. Die wet wordt dan ook best in de inleiding aangehaald.

\+

\+ \+

De Raad van State beveelt voor de aanvang van het ontwerp volgende redactie aan :

.../...

KONINKLIJK BESLUIT TOT WIJZIGING VAN HET ORGANIEK KONINKLIJK BESLUIT VAN 22 DECEMBER 1938 AANGEKONDIGD IN DE WET VAN 10 JUNI 1937 TOT UITBREIDING VAN DE KINDERBIJSLAG TOT DE WERKGEVERS EN DE NIET-LOONARBEIDERS.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 10 Juni 1937 tot uitbreiding van de kinderbijslag tot de werkgevers en de niet-loonarbeiders, gewijzigd bij de besluitwet van 6 September 1946, inzonderheid op artikel 9 ;

Gelet op de wet van 20 Maart 1948 tot wijziging van sommige bedragen in burgerlijke en handelszaken, inzonderheid op artikel 2 ;

Gelet op het organiek koninklijk besluit van 22 December 1938, aangekondigd in de wet van 10 Juni 1937, tot uitbreiding van de kinderbijslag tot de werkgevers en de niet-loonarbeiders, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 September 1939, bij de besluiten van de Regent van 16 Februari, 7 September 1946 en 30 Maart 1948, en bij de koninklijke besluiten van 3 October 1950, 9 Januari 1951, 3 April 1952, bij het ministerieel besluit van 24 September 1952 en bij het koninklijk besluit van 5 Juni 1953 ;

Overwegende ... ;

+

+ +

.../...

De inleidende volzinnen van de artikelen zouden als volgt moeten gesteld worden :

Artikel 1.-

Artikel 92, eerste lid, van het organiek koninklijk besluit van 22 December 1938, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 Januari 1951 en 3 April 1952, wordt door de volgende bepaling vervangen : ...

Artikel 2.-

Artikel 93, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 Januari 1951 en 3 April 1952, wordt door de volgende bepaling vervangen : ...

Artikel 3.-

Artikel 95 bis van hetzelfde koninklijk besluit, aldaar ingevoegd bij besluit van de Regent van 3 October 1950, wordt door de volgende bepaling vervangen : ...

Artikel 4.-

Artikel 95 ter, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, aldaar ingevoegd bij besluit van de Regent van 3 October 1950, wordt door de volgende bepaling vervangen : ...

Artikel 5.-

Artikel 133 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 7 September 1946, wordt door de volgende bepaling vervangen:...

.../...

Artikel 6.-

Artikel 139, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 Januari 1951, wordt door de volgende bepaling vervangen : ...

Artikel 7.-

Artikel 141 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 Januari 1951, wordt door de volgende bepaling vervangen : ...

Artikel 8.-

Artikel 160, laatste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 7 September 1946, wordt door de volgende bepaling vervangen : ...

...

Artikel 10.-

Artikel 152 quater van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 7 September 1946, wordt door de volgende bepaling vervangen : ...

Artikel 11.-

Artikel 153 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 Januari 1951, wordt door de volgende bepaling vervangen : ...

.../...

Artikel 12.-

Artikel 153 bis, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 Januari 1951, wordt door de volgende bepaling vervangen : ...

Artikel 13.-

Artikel 154, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 Januari 1951, wordt door de volgende bepaling vervangen : ...

...

Artikel 15.-

Artikel 161, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 Januari 1951, wordt door de volgende bepaling vervangen : ...

Artikel 16.-

Artikel 164 van hetzelfde koninklijk besluit gewijzigd bij het besluit van de Regent van 7 September 1946, wordt door de volgende bepaling vervangen:...

Artikel 17.-

Artikel 165, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 7 September 1946, wordt door de volgende bepaling vervangen : ...

.../...

Artikel 18.-

In artikel 172, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 September 1939 en bij het besluit van de Regent van 7 September 1946 ...

Artikel 19.-

In artikel 175, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 7 September 1946 ...

Artikel 20.-

Artikel 180, laatste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 7 September 1946, wordt door de volgende bepaling vervangen : ...

Artikel 21.-

Artikel 185 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 7 September 1946, wordt door de volgende bepaling vervangen : ...

Artikel 22.-

Artikel 187 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 Januari 1951, wordt door de volgende bepaling vervangen : ...

.../...

Artikel 23.-

Artikel 188 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 September 1939 en bij het besluit van de Regent van 7 September 1946, wordt door de volgende bepaling vervangen : ...

\+
\+ +

De Raad van State merkt op, dat de kerkbedienaars, in artikel 10, voorkomen én in de categorie van geestelijken die 750 frank betalen, én in de categorie van geestelijken die 380 frank betalen. Een van de twee vermeldingen zou moeten vervallen.

\+
\+ +

Artikel 23 van het ontwerp wijzigt benevens de tarieven, de redactie van het huidige artikel 188.

De Raad van State beveelt de volgende lezing aan :

"Artikel 188.-

§ 1. Elke onderlinge kas of sectie is er toe gehouden een voorzorgsfonds op te richten, gestijfd bij middel van halfjaarlijkse aanvullende stortingen :

.../...

1° Voor de onder dit besluit vallende personen ... (verder zoals in het tweede lid van het ontwerp)...

2° Voor de leden van de katholieke geestelijkheid, die, in beginsel, een halfjaarlijkse hoofdbijdrage storten :

van 1.000 frank, bedraagt deze storting 45 frank ;
van 750 frank, bedraagt deze storting 30 frank ;
van 380 frank, bedraagt deze storting 15 frank.

3° Voor de leden van de kloostergemeenten bedoeld in artikel 164, c, is die storting vastgesteld op 15 frank.

4° Voor de onder dit besluit vallende personen die tot de eerste, de tweede, de derde of de vierde categorie bijdrageplichtigen, bedoeld in artikel 161, behoren, is het bedrag van die stortingen respectievelijk 30, 22, 15 en 10 frank.

§ 2. Geven geen aanleiding tot soortgelijke storting :

... (verder zoals in het ontwerp der Regering) ...".

\+

\+ \+

Terwille van de algemene overeenstemming, moeten de artikelen 25 en 26 van plaats verwisselen.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	J. SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
	M. SOMERHAUSEN, G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat raadsheren van State	
	G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Le 1953.

De 1953.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.